

Psychanalyse et médecine dans la Cité

Jean-Pierre Lebrun

Le premier livre-essai que j'ai écrit était la reprise d'une thèse - équivalent d'une thèse d'Etat en France - à laquelle j'avais donné comme titre initial « Eloge de la maladie, Des possibles contributions de la psychanalyse à la médecine ». Cet ouvrage a été publié en 1993 chez un éditeur belge, aux éditions De Boeck, sous le titre « De la maladie médicale ». Alors qu'il était depuis longtemps épuisé, les éditions Erès m'ont fait le grand plaisir de bien vouloir aujourd'hui le rééditer en édition-poche sous ce nouveau titre « Psychanalyse et Médecine dans la Cité », ce dont je les remercie vivement.

La question qui sous-tendait ce livre – qui était mon sujet de départ mais qui n'a pas été accepté comme tel par les autorités universitaires – était : « La psychanalyse peut-elle servir d'épistémologie à la médecine ? » Question qui néanmoins reste pour moi plus que pertinente aujourd'hui.

Ce livre a été très bien accueilli par certains collègues qui m'ont souvent invité à échanger et débattre à son propos. Mais en même temps, d'autres ont simplement ignoré l'ouvrage puisqu'il ne provenait pas de leur sérail – ceci vaut pour mes collègues de l'École de la Cause –, tandis que d'autres encore l'ont même plutôt discrédité, car il y a 25 ans, seule la psychanalyse en intension – la cure soi-disant type – devait être digne d'attention.

Il est vrai qu'à l'époque, la psychanalyse occupait encore une place prépondérante dans la Cité, mais, comme nous le savons, depuis, les choses ont considérablement changé. Je tiens néanmoins à faire entendre ici à quel point, quand il s'agit de soutenir une singularité, y compris dans « son » milieu analytique - la chose est loin d'aller de soi. Pour le dire simplement, le « sur-nous » des analystes peut être aussi féroce que le surmoi de l'analysant. Et ceci se vérifie tous les jours pour qui veut bien ne pas s'y rendre sourd !

Le coup de force de la médecine scientifique.

Ce que j'avais soutenu - et soutiens toujours - dans ce livre était relativement facile à tracer : je m'étais intéressé au « coup de force » – car, il faut bien l'appeler comme ça – qu'avait représenté l'accès de la médecine à la scientificité devenue effectivement opérante. Le vœu de la médecine d'être une science date d'Hippocrate, mais le fait de pouvoir le devenir est beaucoup plus tardif et n'a pu advenir qu'après les avancées de l'âge classique, celles de Descartes, Galilée, Copernic et de bien d'autres. Ces avancées ont bien sûr mis quelque temps à se répercuter en médecine et c'est à Claude Bernard que l'on fait habituellement porter la responsabilité de ce tournant, lorsqu'il écrivait : « La médecine était l'art de guérir, il faut

qu'elle devienne la science de guérir ». Ce programme était donc très clair mais je m'étais permis de le compléter en précisant son implicite : « La médecine était l'art de guérir *les malades*, il faut qu'elle devienne la science de guérir *les maladies*. » On voit aussitôt la bascule qui a accompagné ce coup de force.

Ceci, faut-il le rappeler, n'était nullement à entendre comme une critique à l'égard de la médecine, mais bien plutôt comme la tentative de montrer et de démontrer en quoi la logique qui était devenue celle de la médecine scientifique pour des raisons hautement justifiées et légitimées par son vœu d'efficacité, avait aussitôt entraîné une objectivation, voire une déshumanisation qu'il s'agissait alors de « compenser ».

J'ai poussé les questions sur cet effet déshumanisant jusqu'à interroger ce qui avait pu mener la participation des médecins aux camps d'extermination de la seconde guerre mondiale. Cela m'a amené au dernier chapitre du livre que j'ai intitulé « Penser la médecine après Auschwitz ».

A ce propos, sans doute parce que né tout juste après la guerre, la question, bien que je n'y sois personnellement pas concerné, n'a cessé de me hanter : Comment cela a-t-il pu être possible ? Comment des citoyens ordinaires ont-ils pu accepter de participer à l'horreur des camps d'extermination ? Et plus précisément encore, comment un médecin, toujours d'abord au service de la vie, a-t-il pu contribuer activement à une telle machine de mort, par exemple en organisant la sélection à l'arrivée des convois ?

Il faut savoir, qu'à l'époque de ma soutenance de thèse, tout le monde connaissait l'existence de personnages odieux tels le célèbre docteur Mengele, mais ce qui restait ignoré, c'étaient les deux cents médecins qui avaient participé quotidiennement au travail de « sélection » dans les camps et aussi le fait que la profession médicale était celle qui était la plus représentée dans les rangs des SS... ce qui ne faisait qu'accroître encore le poids de ma question : comment pouvait-on concilier le fait d'être médecin et de participer à une telle entreprise industrielle d'extermination ?¹

Mais le plus stupéfiant avait été pour moi, à l'époque, de découvrir avec le travail de Claire Ambroselli² le lien étroit qu'il y avait entre la création des comités d'éthique et Auschwitz. En effet, dans les années 1980-90, naissaient un peu partout en médecine et particulièrement en médecine hospitalière des « comités d'éthique », dont on ne voulait pas trop savoir, cependant, qu'ils avaient mis en place à la suite du procès des médecins de Nuremberg.

Il devenait donc évident que si l'on demandait à une équipe hospitalière de constituer un comité d'éthique, c'était bien parce qu'il était perçu que la menace de reproduire ce qui avait eu lieu à Auschwitz et ailleurs, restait bel et bien d'actualité et qu'il s'agissait d'être très vigilant pour qu'une telle dérive destructrice ne s'accomplisse à nouveau, d'une façon ou d'une autre.

Ainsi que l'écrit très bien Jacques Ascher dans son livre-coup de poing, « L'Eden infernal »³, *la conviction issue des Lumières amenant à croire que le progrès des sciences et des techniques devait nécessairement déboucher sur une émancipation de la raison débarrassée de contraintes obscurantistes fut pulvérisée à Auschwitz.*

¹ CF J.P.LEBRUN, La participation des médecins au nazisme, in *Revue Nouvelle* n°

² C. AMBROSELLI, Le Comité d'éthique, collection Que sais-je ? n°2544, PUF, 1990.

³ J. ASCHER, L'Eden infernal, Erès 2017.

Telles étaient donc les questions de taille tant à propos de la société en général que concernant les sujets en particulier qui avaient émergé au travers de cette scientification de la médecine.

Un monde sans limite

Quatre ans plus tard, j'ai récidivé en publiant, cette fois en France, aux éditions Erès, « Un monde sans limite⁴ ». Ce n'était plus seulement la médecine qui était interrogée, c'était la – notre - société toute entière. C'était d'ailleurs ce qui m'avait été souvent renvoyé lorsque j'intervenais à propos de mon livre « De la maladie médicale » : ce que je décrivais concernant la médecine était en train d'envahir tous les champs du social, l'économique, le politique, le juridique etc.... Autrement dit, c'était notre société tout entière qui courrait le risque d'une déshumanisation.

Dans ce livre, j'ai donné une certaine lecture de ce risque en montrant que la société qui, jusque-là, s'était essentiellement construite sur le modèle hétéronome de la religion, avait changé d'orientation et que désormais précisément, elle s'organisait sous le modèle de la science.

Ceci, rappelons-le tout de suite, ne concernait pas un problème de foi ; cela concernait le problème de l'organisation sociétale, qui, dans le monde d'hier, se voulait pyramidale, où donc la place du sommet avait d'emblée sa légitimité et était évidemment occupée, via ses représentants, par Dieu lui-même. Une telle manière de vivre ensemble avait basculé et c'était désormais un monde qui s'organisait en conformité avec ce qu'autorisait désormais le savoir de la science. S'en était suivi bien évidemment un discrédit sur tout ce qui, de près ou de loin, s'apparentait au sommet de la pyramide, que ce soit le père, le maître, le chef... tout cela entraînant un ensemble de conséquences allant de la fin de l'autorité à la récusation de la tradition, du mépris de la généalogie au discrédit du savoir, de l'abolition de tout axe de référence à celle de la temporalité et des interdits...

Prenons simplement l'exemple de l'autorité : il m'a semblé évident que, lorsque Galilée est venu dire au pape Urbain VIII que la conception qu'il avait du monde, avec la terre comme centre, se voyait contredite par ses calculs, s'inaugurait le renversement de l'autorité du chef par celle des chiffres. Tout le monde connaît aujourd'hui le destin de Galilée : condamné ... pour avoir eu raison ! Ce sont donc bien les connaissances scientifiques qui ont délégitimé l'autorité de type théologique, en l'occurrence celle du pape qui ne tenait sa légitimité que d'occuper la place du sommet de la pyramide.

Depuis, je n'ai cessé de m'intéresser à ces questions qui, je crois, restent extrêmement déterminantes, au travers du fonctionnement du collectif, de la place d'un chacun. Car si la singularité n'est pas à confondre avec le collectif, elle n'est jamais sans lui être articulée, ni même sans être toujours déterminée, voire même anticipée par ce dernier.

Vingt-cinq ans après, il faut bien reconnaître que ce mouvement de désenchantement du monde s'est considérablement amplifié, au point même que tout ce que le symbolique d'avant la science ordonnait est devenu désuet, voire périmé. Ça ne fonctionne plus ! On a eu à

⁴ J.P. LEBRUN, *Un monde sans limite, essai pour une clinique psychanalytique du social*, Erès 1997, réédité en Poche-Erès en 2009.

disposition pendant des siècles des semblants qui faisaient référence, qui constituaient des valeurs pour tous, lesquelles pouvaient bien sûr – et même le devaient - être contestées : elles n'en restaient pas moins ce à partir de quoi la contestation se construisait. Aujourd'hui, ces semblants se trouvent rendus caduques. Le modèle de la science, ou en tout cas de la science telle qu'elle a progressé, nous contraint à entièrement remanier la donne de notre fonctionnement collectif.

C'est, de ce fait, la fin d'un monde auquel nous assistons et c'est alors qu'il nous faut nous souvenir de l'avertissement de Gramsci : *La crise, c'est quand le vieux monde est en train de mourir, et que le nouveau monde tarde à naître. Dans ce clair-obscur naissent les monstres.*

Je tiens ici à être très respectueux à l'égard de la science et du travail des scientifiques. J'ai en revanche utilisé un mot provocateur à l'égard de mes collègues médecins en disant que nous sommes, nous médecins, des « profiteurs » de la science. Car au fond, ce n'est pas la science en tant que telle qui induit ces changements, c'est bien plutôt ce qu'elle permet via la technique, ce qu'elle rend désormais possible. Et les médecins praticiens, à cet égard, ne font souvent que « profiter » de ses avancées sans même participer à l'élaboration des progrès de ladite science et ils sont, de ce fait, d'autant plus enclins à en partager l'idéologie implicite.

Ajoutons que depuis les vingt-cinq ans qui nous séparent aujourd'hui de la publication de ce livre, il faudra bien reconnaître que nous avons pris le mors aux dents : efficacité technique de plus en plus performante d'abord, multiplication des nouveaux possibles ensuite, emprise des médias, enfin : ces derniers, en effet, se sont emparés des avancées de la science et il ne se passe pas un jour sans que les réseaux sociaux ne viennent vanter les mérites de ses progrès en montrant à quel point ce qui hier était impossible est aujourd'hui à portée de la main.

Une amplification à l'œuvre.

Ce changement de société – de la pyramide au réseau – s'est donc considérablement amplifié, pour ne pas dire aggravé ces dernières années, au point que je puisse dire aujourd'hui que l'horizontalité qui s'est substituée à la verticalité du monde d'hier a complètement remodelé notre façon de penser.

Ceci n'est pas sans lien avec ce que Lacan appelait « le discours du capitalisme », c'est-à-dire, justement, un mode de fonctionnement du social où les places différentes ne sont plus identifiées comme telles et où, au contraire, il s'agit plutôt d'escamoter la dissymétrie, de la faire disparaître, autrement dit, de prétendre à un lien social qui n'en est plus vraiment un. Là où auparavant existaient des différences et des disparités qu'il s'agissait, en les règlementant par le droit, de compenser afin de pacifier les violences qu'elles suscitaient, il s'agit bien plus, aujourd'hui, de les dénier, voire de les forclure et de nous organiser dans un pseudo lien social en nous mettant tous, soi-disant égaux, à l'unisson dépendants, - désormais tous addicts⁵ – de l'objet de consommation⁶.

Cette évolution engendre ce que j'ai appelé la loi des trois A : ce sont dans le même mouvement Autorité, Altérité et Antériorité qui sont alors mises à mal. En effet, faute

⁵ Cf à ce sujet : *Journal Français de Psychiatrie*, n°43, Erès, 2016 : L'addiction est-elle devenue notre norme ?

⁶ Cf MOATI S. La société malade de l'hyperconsommation, Odile Jacob, 2016.

d'encore devoir prendre acte de l'autorité accolée spontanément à la place de sommet de la pyramide, nous pouvons désormais refuser tout héritage, toute dette, faire table rase du passé, rompre systématiquement avec tout ce qui rappelle le père, et nous voilà dès lors aujourd'hui contraints de trouver d'autres modalités pour imposer le collectif à des singularités qui ne cessent de revendiquer davantage leurs droits. Comme l'a écrit joliment le philosophe et mathématicien Olivier Rey, « Je » était le singulier de « Nous », « Nous » est devenu le pluriel du « Je »⁷.

Fin d'un « Nous » qui surplombe d'emblée les « Je » qui le constituent, comme fin de la place du sommet de la pyramide. Désormais ce sont des « Je » qui s'assemblent, coexistent peut-être mais se trouvent en grande difficulté pour arriver à encore faire un « Nous », tant celui-ci supposerait qu'une place reconnue comme légitimement prévalente puisse imposer alors à chacun des « Je » d'un tant soit peu faire limite au développement de leur singularité.

C'est aujourd'hui la société des individus, celle que nous avons appelée de nos vœux, que nous façonnons depuis les Lumières, qui est enfin advenue mais qui, tant ses membres peuvent désormais refuser l'héritage, gommer les filiations, rompre systématiquement avec la généalogie, récuser toute place d'exception, montre quotidiennement son incapacité à se penser comme société et, pour le dire directement, n'arrive dès lors plus à faire vivre les humains ensemble.

Le gouvernement par les chiffres.

Voilà pourquoi, ne pouvant plus, à moins de se trahir elle-même, compter sur la légitimité de la place du sommet de la pyramide, notre société d'individus cherche alors à miser sur ce qui prétend échapper à la verticalité : ce sont alors les chiffres, les algorithmes, les évaluations qui se présentent comme des reflets de la réalité, n'impliquant plus aucune chefferie, mais devant simplement servir de contenants pour le collectif. Ils ont l'avantage d'être conformes à l'exigence d'horizontalité du modèle d'organisation sociale auquel nous prétendons, car ils n'émanent plus de quiconque aurait le pouvoir, d'un quidam qui occuperait le sommet de la pyramide. Ceux qui doivent les imposer peuvent au contraire prétendre n'être plus que des gestionnaires de données, des transmetteurs des exigences de la science, de ses soi-disant évidences auxquelles nous n'avons, pour notre bien, pas d'autre choix que de nous soumettre.

C'est en fait bien là leur mérite, mais c'est aussi leur danger, car ils se présentent alors avec la certitude neutre à laquelle prétend apparemment la science ; il ne faut pourtant pas être grand clerc pour savoir que cette certitude scientifique, si elle existe, n'existe jamais que temporairement... jusqu'à la nouvelle découverte qui balayera celle d'avant. Et que, de plus, il est toujours possible de trouver les experts qui conviennent à l'orientation que l'on veut faire prévaloir.

Voilà pourquoi, d'une certaine façon, vouloir miser sur la certitude de la science n'apporte pas d'emblée le progrès attendu de ne plus devoir s'en remettre à la certitude du représentant de Dieu d'hier. Car si l'illusion d'éviter la chefferie est ainsi plus facile, elle peut davantage encore se faire passer pour Vérité irréductible. Mais de ce fait, ce qui s'appelait, dans le monde d'hier, la tyrannie éventuelle du gouvernant, pourrait bien n'avoir que cédé sa place à

⁷ O. REY, *Quand le monde s'est fait nombre*, Stock, 2016, p. 62.

celle de la gouvernance par les chiffres. Auquel cas nous ne nous serions libérés du père et de Dieu que pour mieux nous soumettre aux nombres, ceci n'empêchant nullement à l'imposture de toujours pouvoir être au rendez-vous, même s'il faut reconnaître que cela la rend moins facilement lisible !

C'est dans un tel mouvement de société, qu'en toute logique, la médecine s'est, elle aussi, progressivement soumise aux chiffres, à ce qui n'est alors qu'une certitude trompeuse. Ce que le changement de monde a eu comme conséquences, c'est que là où auparavant, c'était l'autorité symbolique du médecin qui fonctionnait, aujourd'hui, c'est l'autorité des chiffres et des nombres, des algorithmes et des évaluations qui a pris la main.

On comprend aussitôt la référence de certains à l'« Evidence Based Medicine », cette médecine des preuves qui, si elle peut être utile à la démarche scientifique, risque bien de contribuer davantage encore à la déshumanisation en discréditant, voire même en supprimant la dimension narrative de la relation médecin-malade.

Nous voilà donc aujourd'hui confrontés à un renforcement, voire même un redoublement du tournant que j'avais identifié il y a 25 ans. Non seulement, la médecine est effectivement devenue scientifique, mais surtout, elle est aujourd'hui désormais régie par ce pseudo-discours dans lequel elle se trouve complètement absorbée.

Que peut alors la psychanalyse ?

C'est peut-être un paradoxe mais dans ce nouveau contexte, il faut quand même poser la question de ce que peut alors encore la psychanalyse, voire la famille psychanalytique qui est la mienne, celle qui se réfère à l'œuvre de Lacan, celle-ci n'étant pas identique à la psychanalyse postfreudienne, même si ces deux-là, comme je le dirai explicitement plus loin, devraient savoir que s'il leur arrive d'être souvent adversaires, elles ne sont pas pour autant ennemies, pour reprendre la distinction de la philosophe politique Chantal Mouffe⁸.

Car, que s'est-il passé depuis vingt-cinq ans dans notre société où certains prétendent encore qu'il n'y a rien de vraiment nouveau qui soit survenu ? Il n'empêche que - pensons à un seul trait - depuis que le monde est monde, nous sommes la première génération à pouvoir faire des enfants sans plus en passer par la relation sexuelle. Ce trait-là, qui était déjà possible il y a vingt-cinq ans s'est aujourd'hui « démocratisé » comme on dit, au point que c'est une demande désormais acceptable - en Belgique, c'est même devenu un droit - pour un couple homosexuel de pouvoir avoir un enfant ou pour une femme qui préfère postposer sa maternité de congeler ses ovules. Ces pratiques désormais banalisées ne peuvent qu'avoir des conséquences, y compris sur ceux et celles qui n'y font nullement appel, simplement parce que cela change le statut de l'enfant, lequel peut désormais se ranger au titre d'objet comme les autres, qu'il est possible d'obtenir par la voie marchande en s'adressant à ce que Jacques Testard avait joliment appelé « le magasin des enfants »⁹.

De ce seul fait, ce qui était jusqu'il y a peu toujours intimement renvoyé à un lien social - avoir des enfants - peut n'être plus que la réponse à une demande privée d'obtenir un objet

⁸ C. MOUFFE, *L'illusion du consensus*, 2005, Albin Michel, 2016

⁹ J. TESTARD (sous la direction de), *Le magasin des enfants*, Folio poche, 1994.

qui réponde à mes besoins. Bien sûr, dire cela peut paraître excessif et exagéré, mais il faut entendre les propos que ramènent très souvent les gynécologues pour prendre la mesure de ce que cette façon de voir est loin d'être rare et que, plus encore, elle s'avère de plus en plus congruente avec le fait d'être, sans doute pour la première fois dans l'Histoire, une société d'individus voulant chacun d'abord obtenir leur satisfaction. Nous sommes ainsi pour la première fois devenus une société d'« *épars désassortis* »¹⁰ comme l'avait identifié Lacan, les uns à côté des autres, et cela multipliés en très grand nombre, mais qui n'arrivent plus à penser vraiment la dimension sociétale commune à laquelle ils appartiennent.

Alors, je reviens à ma question : que peut en l'occurrence la psychanalyse en particulier lacanienne ? Avant de répondre, je voudrais citer une phrase de Kristeva que je trouve à cet égard tout à fait intéressante. Elle est extraite de « Du mariage considéré comme un des beaux-arts », ouvrage d'entretiens avec Philippe Sollers : « *La psychanalyse s'est précisément donné cette place inattendue pour ne pas laisser à la politique ou à la religion institutionnalisées de se faire les gérantes de la singularité. (...) En rendant le sujet à l'expérience de la subjectivation elle-même et à aucune autre institution, pour inviter ainsi les analysants à trouver et vivre leur singularité. On mesure à peine – mal, pas du tout – la transfiguration de la liberté, de l'humain, que la psychanalyse ainsi comprise nous apporte. Les psychanalystes eux-mêmes le réalisent-ils ?* »¹¹

Voilà qui est joliment dit et qui met l'accent sur cette singularité précisément à laquelle nous nous donnons, comme analystes, la tâche de permettre d'advenir. Et en même temps, je veux faire remarquer que lorsque Julia Kristeva avance que ce sont la politique et la religion institutionnalisées qui se font les gérantes de la singularité, ceci implique qu'il ne s'agit donc pas de s'en remettre à l'institution pour soutenir la singularité, mais plutôt sur le seul travail de la subjectivation elle-même. Tel est donc l'enjeu qui est aussi valable pour l'institution analytique qui peut très bien – comme je l'ai évoqué - elle aussi, grâce au sur-nous qu'elle secrète, devenir son propre anticorps à l'émergence de cette singularité.

Ceci fait désormais partie des questions qu'il nous faut maintenir ouvertes, au même titre qu'il s'agit de rester vigilant à l'égard de cette singularité qui aujourd'hui est promue sans réserve. Freud d'ailleurs nous avait à cet égard prévenus. Je renvoie à ce texte extrait de « Malaise dans la civilisation » que j'ai souvent cité ailleurs : *La liberté individuelle n'est pas un bien de culture. C'est avant toute culture qu'elle était la plus grande, mais alors le plus souvent sans valeur, parce que l'individu était à peine en état de la défendre. Du fait du développement de la culture, la liberté connaît des restrictions, et la justice exige que ces restrictions ne soient épargnées à personne. Ce qui bouillonne dans une communauté humaine, en tant que poussée à la liberté, peut être révolte contre une injustice existante, et ainsi du coup favorable à un développement ultérieur de la culture. Mais cela peut aussi être issu du reste de la personnalité originelle non-domptée par la culture, et devenir ainsi fondement hostile à la culture.* »¹²

Autrement dit, ce n'est que dans l'après-coup que l'on voit la pertinence d'une revendication singulière. Visait-elle moins d'injustice, ou au contraire, ne servait-t-elle qu'à valoriser le narcissisme de celui qui la soutenait ?

¹⁰ LACAN J., « Préface à l'édition anglaise du Séminaire XI », *Autres écrits*, Paris, Seuil, 2001, p. 573.

¹¹ KRISTEVA J.- SOLLERS P., *Du mariage considéré comme un des Beaux-arts*, .

¹² FREUD S., *Malaise dans la civilisation*,

De plus, cela fait bien entendre qu'il ne suffit pas de décréter, comme souvent aujourd'hui, que l'Etat se doit d'abord de soutenir les singularités, parce que ce faisant, il peut n'aboutir qu'à délivrer les individus de leur appartenance au collectif et de ce fait-même, contribuer à la désocialisation.

Je reviens donc une nouvelle fois à ma question : que peut en l'occurrence la psychanalyse lacanienne ? Pour y répondre, je m'appuierai sur une formulation de Lacan, une réponse orale qu'il a faite en 1973 ; c'est un texte que j'ai déjà cité dans le livre mais je n'en avais cité que la première partie et, vingt-cinq ans plus tard, je découvre que c'est un vrai symptôme que de n'avoir pas, à l'époque, estimé utile d'en citer la seconde partie, car elle a toute sa pertinence dans notre actualité et mérite toute notre attention. « *Le discours de la science a des conséquences irrespirables pour ce qu'on appelle l'humanité. La psychanalyse, c'est le poumon artificiel grâce à quoi on essaie d'assurer ce qu'il faut trouver de jouissance dans le parler pour que l'histoire continue. Il ajoutait encore : On ne s'en est pas encore aperçu et c'est heureux. C'est heureux parce que dans l'état d'insuffisance et de confusion où sont les analystes, le pouvoir politique aurait déjà mis la main dessus. Pauvres analystes ... Ce qui leur aurait alors ôté toute chance d'être ce qu'ils doivent être : compensatoires.* »¹³

Comment peut-on entendre ces formulations ? On peut très bien lire l'ensemble de l'enseignement de Lacan comme une relecture de la découverte freudienne en termes de conséquence de notre statut d'êtres parlants, de *parlêtres*, comme l'auteur des *Ecrits* aimait à le dire.

Le trésor conceptuel qu'il nous a laissé – de la confrontation à la linguistique jusqu'à la topologie des nœuds borroméens en passant par les mathématiques, l'anthropologie structurale... - nous permet de disposer d'un savoir extrêmement conséquent à propos de ce qu'impliquent la parole et le langage qui, faut-il le rappeler, nous sont définitoires. De plus, c'est un savoir qui tient la route à lui tout seul, contrairement au savoir de Freud qui avait besoin de l'accord de son interlocuteur pour se soutenir. Le savoir de Freud demandait en effet d'être entériné par l'autre, fût-ce pour acquiescer à son hypothèse de l'inconscient. Le savoir de Lacan, en arrimant ses concepts à ce que suppose la parole et le langage, nous confronte à ce qui pourrait s'appeler la structure de l'espèce humaine.

C'est donc un savoir qui peut alors aider chacun d'entre nous à s'orienter dans ce monde en mutation. Car, si c'est cette parole, cette capacité de langage qui nous fait humains, ceci implique aussi que nous n'avons pas, contrairement à ce qui est dit aujourd'hui, à seulement vivre-ensemble - les abeilles aussi vivent ensemble, les fourmis également... - mais à vivre-ensemble selon la loi des humains, c'est-à-dire en consentant à ce à quoi nous contraignent autant l'usage de la parole que la capacité de langage.

Ce vivre-ensemble là, impose, par exemple, que soit reconnue la différence des places, celle du locuteur et celle de l'auditeur ; il exige aussi de consentir à la perte de l'immédiateté, ceci allant bien sûr à l'encontre du « tout tout de suite » qui règne en maître-mot aujourd'hui ; c'est également nécessité de donner sa place au déroulement de la temporalité, contrairement au court-circuit du temps postmoderne ; bref, c'est un ensemble de contraintes réelles qui sont celles de ce registre symbolique que nous sommes la seule espèce à devoir intégrer.

¹³ LACAN J., Déclaration à France-Culture à propos du 28^{ème} congrès de psychanalyse, Paris, juillet 1973 in *Le Coq héron*, 1974 n° 45-46, pp 3-8.

Autrement dit, en référant notre dette au langage, Lacan nous permet de ne pas seulement nous repérer sur la seule castration symbolique habituellement dévolue au Père, mais aussi **sur** la castration réelle qui doit avoir opéré pour que chaque sujet puisse s'inscrire dans le langage.

C'est en ce sens qu'il a construit son « objet *a* » comme relevant d'une « soustraction », d'un « prélèvement corporel », comme ce qui chute et cause le désir parce que cela rend compte de la négativation qui doit marquer l'appétence pour que le désir puisse s'organiser en termes de signifiants.

Cette négativation n'est donc rien d'autre que le trou que fait le Symbolique, tel la case vide au jeu de pousse-pousse ou de taquin. *Le signifiant fait trou*, dit Lacan. Plus loin il poursuit : *L'interdit de l'inceste, c'est pas historique, c'est structural. C'est structural pourquoi ? Parce qu'il y a le Symbolique. Ce qu'il faut arriver à bien concevoir, c'est le trou du Symbolique en quoi consiste cet interdit.*¹⁴

En ce sens, l'interdit (de l'inceste et du meurtre) n'est pas tant interdicteur que constituant, que signant l'impossible qu'inscrit le langage. Ce qui est à retenir, c'est que cette limite mise à la jouissance ne relève pas d'une quelconque volonté de répression, elle est destin des êtres parlants que nous sommes.

Mais c'est bien via ce qu'il faut alors appeler le mythe du père (celui de l'Œdipe pour le singulier et celui de la horde pour le collectif) que la limite intrinsèque au langage - castration réelle - qui elle n'est pas un mythe, a été transmise depuis plus de vingt-cinq siècles.

C'était bien via le père, que le monde d'hier transmettait les exigences de ce qu'est un parlêtre ; aujourd'hui en revanche, suite à la mutation que nous avons indiquée, nous sommes surtout ravis d'avoir pu nous débarrasser de cette façon de transmettre et nous ne voulons pas trop savoir que les contraintes sont pourtant toujours au programme, et donc toujours à bel et bien néanmoins transmettre. De ce fait, le nouveau monde n'advient pas vraiment et laisserait peut-être la voie ouverte aux monstres de Gramsci, ceux qui prétendent se soustraire à ladite castration. N'est-ce pas, par exemple, ce dont relèvent les transhumanistes et autres tueurs de la mort ?

Entendons-nous bien : il ne s'agit donc pas ici de nous lamenter sur le déclin du père - - Lacan parle à son propos d'« évaporation » – mais de prendre la mesure de ce que n'ayant plus à disposition ce qui a servi pendant plus de vingt-cinq siècles à transmettre l'ossature de notre condition, cette transmission s'est fragilisée.

De plus, avec le discours du capitalisme comme « air du temps » et le mors aux dents qu'a pris la science, la rencontre avec le réel s'est déplacée et c'est plus que jamais qu'on laisse croire que les contraintes auxquelles nous sommes soumis de par le langage, seraient contournables, qu'on pourrait les éviter, voire même purement et simplement les ignorer et même prétendre ne plus en être concernés. C'est alors une véritable incitation à la récusation qui peut alors se substituer à la contestation qui hier prévalait pour constituer sa pensée.

Lacan a défini le discours du capitalisme comme impliquant « la forclusion de la castration ». Autrement dit, comme la disparition programmée du trou, du manque qui nous fait désirants. Mais à cela, il existe bel et bien une objection majeure : c'est le langage qui, à lui seul, impose

¹⁴ J. LACAN, *Séminaire RSI*, leçon du 15 avril 1975, inédit.

au sujet humain une perte, une castration réelle. C'est la seule logique de ce que parler implique qui organise notre existence – singulière et collective - d'humains.

Certains se réjouissent de la disparition du père fouettard, de celui qui s'avérait pour eux l'interdicteur de la singularité. En nous libérant de toutes ces figures d'hier, du chef, du père, de quiconque occuperait encore cette place que j'ai appelée « d'exception ». Nous serions enfin libres... ! D'autres, au contraire, ne cessent de se lamenter, voire même de souhaiter un retour au monde d'hier...

Un poumon artificiel.

Ce n'est pourtant aucune de ces deux voies qu'il nous faudra suivre, simplement parce qu'il s'agit de réinventer la transmission. Comme nous le savons tous, le propre de l'enfant, de l'infans, c'est que s'il ne rencontre pas des autres qui parlent avant lui, il ne parlera pas. Il est donc toujours obligé d'en passer par la langue de ceux qui parlent avant lui, et donc aussi bien par les contraintes réelles de ce qu'exige le Symbolique définitoire de l'espèce. Autrement dit, le seul vrai problème qui nous concerne en ce moment de mutation, est bien celui de la transmission : comment allons-nous réinventer la transmission de ce qu'exige notre condition d'humains ?

A suivre Lacan, ladite condition exige une « soustraction », une négativité que l'acte de parole ne peut qu'inclure. Le poète Valère Novarina le dit très bien : « *La parole peut sembler utile pour communiquer, pratique pour désigner les outils. Mais ça n'est pas ça qu'elle est surtout. Elle est surtout le signe que nous sommes formés autour d'un vide, que nous sommes de la chair autour d'un trou, l'entourant, et que le trou n'est pas devant nous (comme une tombe par exemple où il faudrait un jour tomber pour faire une fin) mais dans nous, mais dedans, et que nous sommes non pas ceux qui ont le néant pour avenir - ça c'est le sort des animaux - mais ceux qui portent leur néant à l'intérieur. Non ceux à qui le néant est promis (comme un futur qui nous attend), mais ceux à qui il a été donné, dès maintenant, comme quelque chose qui est à l'intérieur de nos paroles. Ici. De tous les animaux nous sommes les seuls qui avons ce trou à porter.* »¹⁵

La question est devenue aujourd'hui criante : le portons-nous encore ce « trou », ou plutôt transmettons-nous encore qu'il s'agit toujours de le porter ? Nous qui, sous l'égide du discours du capitalisme, avons fait de l'objet de consommation ce qui, au contraire, devrait sans cesse pouvoir combler cette négativité, la faire disparaître – sans y parvenir bien sûr – mais en laissant se déployer cette illusion consolatrice alors que chacun sait pertinemment que la pleine satisfaction relève de l'impossible.

Pourtant, avec rien que ces deux éléments là, - ce que l'on doit à la parole et le négatif qu'elle implique -, on peut saisir pourquoi le travail de la psychanalyse et, particulièrement, de celle qui se réfère à l'enseignement de Lacan, peut venir, littéralement je dirais, constituer ce *poumon artificiel* grâce à quoi on essaie d'assurer ce qu'il faut trouver de jouissance dans le parler pour que l'histoire continue.

¹⁵ NOVARINA, V. Pour Louis de Funes, in *Le théâtre des paroles*, POL, 2007, p. 186.

Et ceci permet alors de faire le lien avec la suite de la phrase qu'énonce Lacan : *On ne s'en est pas encore aperçu et c'est heureux. C'est heureux parce que dans l'état d'insuffisance et de confusion où sont les analystes, le pouvoir politique aurait déjà mis la main dessus. Pauvres analystes ... Ce qui leur aurait alors ôté toute chance d'être ce qu'ils doivent être : compensatoires.* »

Le caractère prémonitoire de ce propos de Lacan ne fera de doute pour personne. Réglementation de la psychothérapie, déclarations de la Haute autorité de Santé concernant la psychanalyse, médicalisation (en Belgique) de la psychothérapie, ... toutes procédures qui avec l'alibi de débusquer les abus, s'en prennent très directement à l'oxygène que délivre le poumon artificiel.

Quant à *l'état d'insuffisance et de confusion où sont les analystes*, il nous faudra bien reconnaître que la parcellisation des groupes analytiques, en l'occurrence surtout lacaniens, ou, a contrario, l'arrogance de certains groupes qui prétendent être les seuls à avoir accès à la vérité psychanalytique, tout cela ne laisse pas grande place aux véritables débats qui devraient pourtant nous animer.

La fonction agonistique du débat

Les psychanalystes, en effet, n'arrivent pas à élever leurs différences au niveau de vrais débats scientifiques et surtout, ils préfèrent discréditer la position qui n'est pas la leur en allant même jusqu'à déclarer qu'ils sont les seuls analystes dignes de ce nom. Pour qui fréquente un peu d'autres disciplines, il n'est pourtant pas difficile de constater que des disputations de taille sont à l'œuvre dans tous les secteurs professionnels mais elles n'impliquent pas d'emblée qu'on discrédite la qualification de son adversaire ni qu'on le traite d'emblée en ennemi. Ainsi, par exemple, les médecins ne font que s'opposer sur leurs interprétations de l'origine de la matière mais ne s'annulent pas pour autant comme médecins.

D'où vient que chez les psychanalystes, la fonction agonistique de la parole soit à ce point refusée ? Cela tient-il à la fragilité de leurs singularités ? A la dictature de ce que j'ai appelé plus haut leur « Sur-nous » ? Je ne prétendrai pas répondre ici à cette question, mais ne pas considérer qu'elle est une véritable question sur laquelle il s'agirait de plancher sérieusement me semble être une regrettable erreur.

Car, pendant que nous combattons sans vraiment débattre, le public, fut-il intellectuel, en est arrivé de plus en plus souvent à la conclusion qu'il n'est plus possible de savoir ce qu'en pense la psychanalyse, vu que chaque psychanalyste n'a de cesse que de tirer la couverture de son côté en veillant bien à mépriser par l'ignorance le sens où la tire le collègue d'en face !

On est loin de ce que la politologue Chantal Mouffe écrivait récemment : *« Une politique démocratique a principalement pour tâche de désamorcer l'antagonisme qui existe potentiellement dans tous les rapports sociaux. (...) Cela signifie qu'il doit exister entre les parties en conflit un certain type de lien commun, de sorte qu'elles n'envisagent pas leurs opposants comme des ennemis à éradiquer (...) L'agonisme est une relation où les parties en conflit, bien qu'elles admettent qu'il n'existe pas de solution rationnelle à leur désaccord, reconnaissent néanmoins la légitimité de leurs opposants. Ce sont des « adversaires » et non*

pas des ennemis. (...) On pourrait dire que la finalité de la démocratie est de transformer l'antagonisme en agonisme. »¹⁶

A contrario, à force de refuser le débat, c'est un discrédit sur la position analytique elle-même qui s'en est suivi. A moins que ce discrédit ne tienne au regain d'arrogance de la part de ceux qui, comme psychanalystes, peuvent encore se targuer d'une appartenance institutionnelle puissante ! Phallicisme oblige... oblige à la guerre fratricide, au détriment même de ce qu'exigerait de prendre en compte la catégorie du « *pastout* » que Lacan nous a appris à identifier.

Du coup, la référence à la psychanalyse a disparu de la scène publique et, petit à petit, s'est mis en place dans la culture de notre temps, un pragmatisme naturaliste¹⁷, aux conséquences délétères qui nous empêche de soutenir à l'égard de la société en mutation qui est la nôtre, cette fonction « compensatoire » dont parle Lacan.

Un nouveau monde.

Pourtant, c'est notre responsabilité de psychanalystes que de faire entendre dans la Cité que, si notre monde a changé et en profondeur, il s'agit toujours de transmettre ce qu'exige l'humanisation. Nous sommes en effet passés d'un monde organisé sur le modèle de la religion à un monde construit sur le modèle de la science comme le soutient la thèse du *désenchantement du monde*. Mais il nous faudra de plus intégrer que c'est très récemment – une quarantaine d'années – que cette mutation a abouti à l'*autonomie structurelle* dont parle Marcel Gauchet dans son dernier ouvrage *Le nouveau monde*¹⁸, quatrième volume de sa tétralogie *L'avènement de la démocratie*.

Pourquoi parler d'*avènement de la démocratie* ? Dans un article récemment paru dans la revue *Le Débat*¹⁹, l'auteur s'en explique directement : il évoque ce travail qui recouvre près de cinq siècles pendant lesquels les hommes sont « sortis » de la religion pour arriver à se gouverner eux-mêmes ; mais il distingue la période pendant laquelle l'autonomie a dû sans cesse s'arracher à l'hétéronomie que véhiculait le modèle de la religion de la période actuelle où nous avons effectivement quitté le modèle hétéronome et où, donc, le modèle autonome a été définitivement acquis. Avènement donc, parce qu'il s'agit de prendre la mesure que depuis ces quarante dernières années – Gauchet situe le moment de bascule au milieu des années 70 - ladite autonomie, effectivement atteinte, est devenue, comme il l'écrit, « *structurelle* ».

Il s'agit donc de distinguer l'histoire de la liberté de celle de la libération, la première ne commençant que là où finit la seconde. *Avènement de la démocratie* donc, simplement parce qu'avènement signifie accession, début de règne, début d'un ordre nouveau. En d'autres mots encore, l'âge de la démocratie structurelle ne fait que commencer, et cela depuis à peine quelques dizaines d'années au sens où il n'y a que peu de temps que l'autonomie est inscrite au fronton du social comme un fait désormais effectivement acquis. Alors que jusqu'il y a peu

¹⁶ MOUFFE Ch, *L'illusion du consensus*, op. cit.pp. 33-35.

¹⁷ DARTIGUENAVE J.Y. et J.F. GARNIER, *La fin d'un monde ? essai sur la déraison naturaliste*, Presses universitaires de Rennes, 2014.

¹⁸ M. GAUCHET, *Le nouveau monde*, Gallimard 2017.

¹⁹ M.GAUCHET, Pourquoi l'avènement de la démocratie ? in *Le Débat* n° 193, Gallimard janvier-février 2017.

elle était souhaitée, espérée, ambitionnée mais devait encore, pour être effective, s'arracher à l'hétéronomie dont elle était issue.

S'ensuit un affranchissement qui désormais rompt avec le régime hybride qui prévalait encore lorsque l'autonomie avait à se libérer de l'hétéronomie. Aujourd'hui, l'avènement de la démocratie implique comme allant de soi la mise en place de ce mode de structuration autonome. Autrement dit encore, l'empreinte hétéronome serait aujourd'hui effacée pour de bon.

Comme le dit encore l'auteur, on aurait pu penser pouvoir s'arrêter là *en considérant que la messe était dite et que la démocratie était arrivée à bon port*. Mais il serait bien naïf de lire la chose ainsi. Car, comme l'écrit Gauchet, *le nouvel univers dans lequel les Européens ont pénétré en se dégageant de l'ancien, sans retour cette fois, s'annonce comme particulièrement compliqué à vivre*²⁰.

Simplement parce que l'un des points cruciaux atteint par ce changement de monde concerne l'inscription dans l'appareil psychique de l'articulation singulier-collectif. Celle-ci se fera de manière fondamentalement différente dans ce monde nouveau de l'autonomie advenue.

Il est en effet évident, pour qui ne veut pas faire la sourde oreille, qu'avoir atteint l'autonomie structurelle, cela change la donne, voire même modifie peut-être complètement la grammaire en usage : ainsi, naître dans un monde où chacun est d'emblée promis à l'autonomie et donc d'abord reconnu et valorisé dans sa singularité fût-elle potentielle, n'est pas la même chose qu'arriver dans un environnement où on est d'abord qu'un comme les autres.

S'ensuit en effet que dans ce *nouveau monde*, l'individu est évidemment posé comme premier et de plus, se trouve légitimé par un droit qui n'est plus au service du bien commun mais sert d'abord le bien privé ; le social en devient alors second, à l'inverse de ce qui était à l'œuvre dans le monde d'hier.

Pourtant, l'articulation de l'individuel et du collectif n'en continue pas moins d'être requise, le tout étant alors de savoir comment encore l'assurer. Nous voilà désormais obligés *de comprendre la formule de cette « société des individus » pour de bon advenue, dont la propriété la plus troublante est une incapacité à se penser comme une société*²¹.

J'ai évoqué plus haut le changement radical qu'était le fait de ne plus devoir en passer par la relation sexuelle pour transmettre la vie. Fait en soi inédit, mais combien paradigmatique du caractère mutant de notre monde. Cette possibilité nouvelle que la science aujourd'hui a démocratisée et que la médecine a aussitôt transposée dans son offre, la présentant comme un soin (en cas d'infertilité) mais qui s'avère être aussi de confort, est alors congruente avec l'estompement de l'altérité inhérente la rencontre sexuelle. Désormais, spontanément, le lien à l'autre sexe n'est plus nécessaire pour "avoir" un enfant ! Celui-ci peut être obtenu par une voie scientifique et donc aussi bien, comme il a été dit, marchande.

Ce changement en profondeur renforce les possibles de l'individu, allant même jusqu'à vouloir être garanti par le droit. C'est, de ce fait, l'horizontalité des singularités qui s'est substituée à la verticalité pyramidale du monde d'hier. Faute d'encre disposer de l'autorité

²⁰ Ibid p. 191.

²¹ M. GAUCHET, *La gauche au défi de la société des individus*, Fondation Jean Jaurès, 2016, p. 25.

légitime de celui qui occupe la place de sommet, le pouvoir politique est alors contraint, comme nous l'avons déjà indiqué, de trouver d'autres modalités pour imposer à tous – même si c'est désormais a minima et de la manière la moins ostentatoire possible - les exigences de la vie collective.

Une médecine des chiffres.

Face à une telle mutation de société, c'est en toute logique que la médecine, elle aussi, s'est soumise à la soi-disant certitude des chiffres. Là où auparavant, l'autorité symbolique du médecin fonctionnait via sa parole, aujourd'hui, le pouvoir réel que la médecine donne aux chiffres et aux nombres, aux algorithmes et aux évaluations a pris la main.

C'est dans ce sens que l'on peut interpréter, par exemple, la référence à l'« Evidence Based Medicine », mais tout autant la décision de réduire les journées d'hospitalisation sans se soucier des conséquences de ces restrictions.

C'est dans le même mouvement qu'on fera l'éloge de la prévention et que, par exemple, en ne tolérant plus que deux jours de maternité pour un accouchement, on s'empêchera de pouvoir repérer les incapacités de certaines mères à s'occuper de leur enfant.

Aussi, aujourd'hui, il faut bien constater que le nombre de secondes avant que le médecin ne s'adresse à son ordinateur ne va qu'en diminuant, que le secret professionnel est menacé par un dossier confié à l'ordinateur, que la parcellisation du soin à l'hôpital rend de plus en plus difficile la rencontre avec un médecin qui reste un véritable interlocuteur pour le patient ; et l'on peut conclure alors de tout cela que c'est la parole elle-même qui est en danger.

Enfin, que toutes ces petites choses, ces « choses de peu » qui font l'humain d'une relation, fût-elle professionnelle, sont mises en péril par la façon dont nous réorganisons le monde... de la même façon que les ouvriers d'une usine ne sont plus traités comme des hommes et des femmes lorsque leur travail est délocalisé « d'en-haut » via des audits et qu'on les licencie sans même le leur signifier dans leur langue.

Comme l'écrit encore très bien Marcel Gauchet, dans son dernier ouvrage, *le mode de connaissance scientifique, dans son universalité abstraite, passe à côté d'une partie de la réalité. Il est méconnaissance autant que connaissance. Il ignore la part de réalité qui est précisément celle où se déroulent concrètement nos existences. Il s'arrête à l'extérieur des choses. Il est aveugle au monde de la vie, tissé de qualités et de singularités dont les rapports quantitatifs ne rendent pas compte*²².

Ce ne sont donc pas seulement les psychologues et les praticiens de la parole qui sont menacés, ce n'est pas seulement la profession de médecin qui est mise en danger, ni non plus les malades qui risquent d'être encore davantage objectivés, c'est l'ensemble de ce que parler veut dire qui n'est plus traité comme il se doit, qui est « mal-traité ». Le seuil est alors franchi par des décisions politiques qui, avec l'alibi de vouloir rationaliser les budgets de santé publique, font comme s'ils effaçaient l'absence qu'implique la parole ; la conséquence est lourde : c'est le premier pas dans le jardin d'acclimatation à une société sans égards pour la

²² M. GAUCHET, *Le nouveau monde*, op. cit., p. 724.

parole, à un vivre ensemble seulement pragmatique, fonctionnel, qui ne donne plus sa place à la parole et au langage qui pourtant définissent toujours bel et bien notre espèce.

Dans le même mouvement, c'est la réflexivité critique qui disparaît et avec elle l'essence du fait humain-social, qui implique de s'instituer et de se signifier au travers d'un monde symbolique.

Tout cela avec l'alibi de la science et sans rien vouloir savoir de ce que les catastrophes du XXème siècle nous ont pourtant déjà bien démontré, à savoir que la science ne nous met pas à l'abri du pire.

C'est donc bien, et sans doute sans le vouloir, j'en conviens, le travail de la culture et l'humanité de l'humain qui seraient menacés si s'ouvrait ainsi toute grande la porte à la possibilité de structure réductionniste de la science ; c'est alors un véritable ordre de fer qui serait en train, sans mot dire, de se préparer, d'autant plus prégnant qu'il s'ignorerait lui-même.

Une histoire belge.

Je vais me permettre pour terminer d'évoquer ici la situation belge. J'ai toujours personnellement œuvré à faire entendre au politique la spécificité de la psychanalyse par rapport à la psychothérapie. En France, cela a été fait, mais sans garantie pour autant. En Belgique, cela s'est fait en deux temps : un premier, où nous avons réussi, et un second, où nous avons raté.

Le premier temps était celui d'une ministre de la santé, plutôt de gauche, qui jouait la stratégie du compromis à la belge, c'est-à-dire qui prenait acte des avis de tout le monde et essayait ensuite de permettre à chacun de s'y retrouver. Sous sa législature, elle avait déclaré que *les psychanalystes n'étaient pas concernés par la loi sur les psychothérapies*. Et cela avait été écrit dans les attendus de la loi.

Mais voilà ! Le monde a changé et les gouvernements aussi ; c'est une autre ministre, plutôt de droite, elle, qui a été mise aux manettes. Et sous sa législature, un seuil a été franchi, quand le pouvoir politique a voulu directement trancher. Il a dit « nous savons ce qu'il convient de penser, et la psychothérapie, c'est un acte médical ! » C'est comme cela, nos experts l'ont confirmé et il ne sert plus à rien d'en discuter !

Il y va là, donc, d'une décision prise selon le modèle de ce que l'on pourrait appeler la certitude scientifique. Car précisément, les références plutôt anglo-saxonnes de cette ministre, sont celles de cette « Evidence based medicine ». Elle s'en soutient d'ailleurs explicitement. De ce fait, plus rien ne sert de rechercher le compromis. C'est à la politique de savoir ce qu'il convient de faire et de décider !

Difficile de ne pas entendre résonner ce que Lacan avançait : « *Pauvres analystes, le pouvoir politique aurait déjà mis la main dessus* ». Eh bien, c'est exactement, ce qui s'est passé.

Dans le monde d'hier, c'était l'autorité, la hiérarchie, qui usait de sa place pour s'imposer. Mais dans le monde qui est devenu le nôtre, l'autorité symbolique n'a plus la légitimité du monde pyramidal pour s'imposer. Et tout rappel de cette façon de faire est à éviter, voire à

proscrire. Ce que l'hétéronomie autorisait comme allant de soi doit alors être remplacé par l'autorité des chiffres, des rapports d'experts. *Le monde aujourd'hui s'est fait nombre*, comme s'intitule le dernier ouvrage du philosophe et mathématicien Olivier Rey²³.

Avec le savoir de la science, ce que l'on veut éviter, c'est la division d'un chacun quand il s'agit de décider, c'est le « trou » qui nous habite et relative chacune de nos certitudes. C'est toujours, en fin de compte, la part d'arbitraire, toujours présente dans la décision, qu'il s'agit de faire disparaître, d'escamoter. Hier au nom de Dieu, aujourd'hui via le pouvoir réel donné aux chiffres.

S'ensuit que faute d'arriver à contrer la loi, il va falloir nous soumettre. J'évoquerai en ce cas une logique totalitaire, même s'il faut repérer que, bien sûr, ce n'est nullement le même totalitarisme que celui du milieu du vingtième siècle, parce que celui-là avait la volonté de faire du Un. Nous avons, à cet égard, tous en tête les images des jeux olympiques de Nuremberg, leur organisation implacable, leur admirable fonctionnement à l'unisson. Alors, aujourd'hui, l'on pourrait penser que ce qui se passe avec cette société des individus, ces « épars désassortis », n'aurait donc rien à voir avec un totalitarisme.

Mais ce n'est pas si sûr, même s'il ne s'agit plus effectivement d'un totalitarisme de l'Un. Il y a quelque temps déjà, n'arrivant toujours pas à identifier son fonctionnement, je l'avais appelé tant bien que mal *un totalitarisme de l'Autre*²⁴, qui pourrait d'ailleurs aussi bien s'appeler « le totalitarisme des uns », voire des petits (h)uns.

Car c'est toujours bien le risque du totalitarisme, fût-il seulement pragmatique, qui est pris quand le politique use d'une telle façon de gouverner. On peut alors aussitôt se demander de quelle façon il va faire pour faire passer ses exigences. La réponse est très simple. D'abord il va être très tolérant ; c'est-à-dire qu'il va, dans la question qui nous occupe, reconnaître les psychothérapeutes qui ont 10 ans d'expérience, ou 20 ans ... On ne voudra aucunement les importuner. Ensuite, on dira aux autres qu'ils sont quand même un peu ringards et qu'ils devraient consentir au changement. Enfin, il sera dit à ceux qui résistent, qu'ils n'ont rien compris à l'évolution nécessaire qui implique la flexibilité.

On voit donc bien comment une mécanique sans appel est à l'œuvre ; amener à ce que les gens, petit à petit, lâchent prise et finissent par se dire « eh bien oui, peut-être qu'il faut faire désormais comme ça ! ». Et le dernier couplet sera : « Écoutez, si vous ne marchez pas comme nous le souhaitons, vous n'aurez plus de financement », et ainsi, en très peu de temps, tout le monde aura dû adhérer au nouveau modèle que le politique est en train de faire passer.

Devant cette façon de procéder extrêmement interpellante, nous sommes en droit de nous demander si cela n'a pas un rapport avec ce qui s'est passé dans les années les plus graves du vingtième siècle car à quel moment est-ce que chacun d'entre nous aurait été capable de dire « Non, je ne suis pas d'accord avec ça ! », ou à quel moment au contraire il aurait cédé. Et, pour des tas de bonnes raisons ; il n'y a pas ici à jeter la pierre à quiconque même si, de ce fait, finalement, au un par un, nous risquerions bien de tous devoir y passer !

Dès lors, je soutiens que si les analystes n'entendent pas, derrière leur formation souvent extrêmement rigoureuse qui les amène à occuper des places importantes dans les écoles dont

²³ O. REY, *Quand le monde s'est fait nombre*, op. cit., 2016.

²⁴ Cf à ce propos : J.P. LEBRUN, *Clinique de l'institution*, Erès 2008, pp 237 et suivantes

ils font partie, qu'ils doivent aussi consentir à perdre de leur suffisance, voire même parfois de leur arrogance, pour consentir au débat avec les autres disciplines, mais aussi avec les autres collègues analystes formés dans d'autres institutions. Si nous n'assumons pas qu'un tel débat est nécessaire pour que nous puissions nous faire entendre dans la cité, alors nous cédon sur la responsabilité qui est la nôtre d'être, comme le formulait Lacan, « compensatoires » !

Si nous n'entendons pas cela, il ne faudra pas nous étonner de ce que, de même que l'arrogance psychanalytique des années 70-80 a été extrêmement destructrice pour la psychanalyse, ainsi aujourd'hui, notre incapacité de soutenir le dialogue au-delà de nos différences entraînera notre perte là où c'est pourtant une tâche – et une responsabilité – très importante qui nous incombe.

Je rappellerai simplement ici que d'avoir écrit un livre à quatre mains avec un collègue « lacanien » et avec deux collègues « postfreudiens » - comme on le dit aujourd'hui - , et d'avoir travaillé pendant 10 ans à écrire ce livre que nous avons intitulé « Ce qui est opérant dans la cure²⁵ », n'a pas été sans avoir contribué à l'époque, à ce que freudiens et lacaniens se mettent d'accord, en Belgique, pour se faire entendre du politique quand le problème de la psychanalyse et de son rapport à la psychothérapie s'est posé avec la première ministre de la Santé.

Aujourd'hui, c'est une autre génération qui est aux commandes dans les groupes psychanalytiques et, lorsque la seconde ministre de la santé a pris sa décision, la première conséquence que l'on a pu observer, c'est que freudiens et lacaniens n'ont plus été capables de se mettre d'accord²⁶. Nous y sommes encore momentanément parvenus, entre lacaniens, mais malgré tout, cette fois, « le pouvoir politique nous a mis la main dessus »

La confrontation n'est pas finie pour autant et nous sommes loin d'avoir jeté l'éponge, mais il faut bien reconnaître que notre difficulté persiste pour nous faire entendre du pouvoir politique en place.

Je retiens en guise de conclusion l'impérieuse nécessité que nous soutenions la fonction agonistique du débat, tant avec les autres disciplines qu'avec les autres groupes de collègues, - qui ne sont pas des ennemis, mais seulement des adversaires, rappelons-le - et que nous avons suffisamment de points communs que pour défendre la place de ce que parler implique pour la Cité.

Ce qui suppose encore que nous acceptions de revoir notre façon de parler, autrement dit que nous n'en restions pas à nos jargons. Ceux-ci s'avèrent toujours pertinents entre représentants d'une même discipline, mais ils ne peuvent pas contraindre ceux qui ne connaissent pas leurs références à d'emblée parler leur langue.

Pour pouvoir être « *compensatoires* » les analystes doivent donc trouver leur voie entre deux écueils : celui du ventre mou et celui du dogme, celui de l'abstention et celui de la mainmise. Entre ces deux dérives, il y a à frayer un chemin, condition pour pouvoir soutenir, fût-ce dans

²⁵ L. BALESTRIERE, J. GODFRIND, JP. LEBRUN et P. MALENGREAU, *Ce qui est opérant dans la cure*, Erès 2008.

²⁶ Les premiers soutenant que *la psychanalyse est une psychothérapie mais...*, les seconds à l'inverse soutiennent que *la psychanalyse n'est pas une psychothérapie mais...*

un temps post-institution analytique, la capacité de parler avec d'autres sans renoncer à sa spécificité.

Est-ce à dire qu'il faille aujourd'hui, en ce moment de mutation du monde, contribuer à construire une « humanologie », autrement dit contribuer, étant donné la mutation de société dans laquelle nous sommes emportés, à nous re-poser la question : qu'en est-il de l'humain ? J'ose le penser et ne suis pas loin d'estimer que le psychanalyste pourrait, voire même devrait, en être la cheville ouvrière.

Jean-Pierre Lebrun